

Merci au [Saker francophone](#) (remarquable site d'information quotidienne) d'avoir traduit [cet article important du Guardian](#).

Tous les pouvoirs vont jusqu'à ce qu'ils trouvent une limite, et les pouvoirs n'aiment pas les limites : tous les pouvoirs tendent à *s'autonomiser*, à s'affranchir progressivement de tous les contrôles réels. Les pouvoirs sont incapables de se limiter eux-mêmes.

Si nous n'apprenons pas à fixer nous-mêmes des limites aux pouvoirs, on verra réapparaître les camps et les massacres, naturellement, les mêmes causes produisant les mêmes effets.

Nous avons absolument besoin que les lanceurs d'alerte soient bien protégés, particulièrement en ce moment, et **il n'y a que nous pour le faire** (les pouvoirs ne le feront jamais correctement — à cause du conflit d'intérêts).

Complétez cette info autant que vous le pouvez (dans les commentaires), et... faites passer.

ÉC.

Comment le Pentagone punit les lanceurs d'alerte

Par Mark Hertsgaard - Le 22 mai 2016 - Source [The Guardian](#)



À l'heure actuelle, presque tout le monde sait ce qu'Edward Snowden a fait. Il a révélé des documents top-secrets montrant que l'Agence nationale de sécurité (NSA) espionnait des

centaines de millions de personnes à travers le monde, collectait des appels téléphoniques et des courriels de pratiquement tout le monde sur terre utilisant un téléphone mobile ou Internet. Lorsque ce journal [*The Guardian, NdT*] a commencé à publier les documents de la NSA en juin 2013, cela a provoqué un débat politique féroce qui continue à ce jour - à propos de la surveillance du gouvernement, mais aussi à propos de la moralité, de la légalité et de la valeur civique de lancer des alertes.

Mais si vous voulez savoir pourquoi Snowden a fait une telle chose, et la façon dont il l'a fait, vous devez connaître les histoires de deux autres hommes.

Le premier est **Thomas Drake**, qui a dénoncé les mêmes activités de la NSA dix ans avant Snowden. Drake était un fonctionnaire de la NSA plus haut placé dans la hiérarchie que ne l'était Snowden. Il a obéi aux lois étasuniennes concernant les lanceurs d'alerte, en utilisant les canaux officiels pour transmettre ses griefs. Résultat, il fut explosé.

Drake fut viré, arrêté à l'aube par des agents du FBI, pistolets aux poings, dépouillé de son habilitation de sécurité, accusé de crimes qui auraient pu l'envoyer en prison pour le reste de sa vie, ruiné financièrement et professionnellement. Le seul travail qu'il a pu trouver ensuite, fut dans un magasin Apple de la banlieue de Washington, où il travaille encore aujourd'hui. Ajoutant l'insulte aux blessures, ses avertissements sur les dangers du programme de surveillance de la NSA ont été largement ignorés.

« *Le gouvernement a passé de nombreuses années à essayer de me briser, et plus je résistais, plus il devenait méchant* », m'a dit Drake.

L'histoire de Drake a été racontée depuis, et a eu un impact profond sur Snowden, qui a dit à un journaliste en 2015 : « *Il est juste de dire que s'il n'y avait pas eu de Thomas Drake, il n'y aurait pas eu d'Edward Snowden.* »

Mais il y a un autre homme dont l'histoire n'a jamais été racontée et qui, pour la première fois, parle publiquement ici. Son nom est **John Crane**, il était un haut fonctionnaire du ministère de la Défense, qui a combattu pour fournir un traitement équitable aux lanceurs d'alerte comme Thomas Drake - jusqu'à ce que lui-même soit contraint de quitter son emploi et de devenir lui aussi un lanceur d'alerte.

Son témoignage révèle un nouveau chapitre crucial dans l'histoire Snowden - et la bataille perdue de Crane pour protéger les précédents lanceurs d'alerte montre très clairement que Snowden avait de bonnes raisons de rendre ses révélations publiques.

Au cours de dizaines d'heures d'interviews, Crane m'a raconté comment les hauts fonctionnaires du ministère de la Défense ont violé la loi, à plusieurs reprises, pour persécuter Drake. Tout d'abord, raconte-t-il, ils ont révélé l'identité de Drake au ministère de la Justice ; puis ils ont confisqué (et peut-être détruit) les preuves, après que Drake eut été mis en examen ; enfin, ils ont menti à propos de tout cela à un juge fédéral.

L'ironie suprême ? Dans leur zèle pour punir Drake, ces responsables du Pentagone ont involontairement enseigné à Snowden comment échapper à leurs griffes quand l'employé contractuel NSA de 29 ans a, à son tour, lancé l'alerte. Snowden ignorait les machinations cachées à l'intérieur du Pentagone pour casser Drake, mais le résultat de ces machinations - l'arrestation de Drake, son inculpation et sa persécution - a envoyé un message sans équivoque : soulever des inquiétudes au sein du système est source de malheur.

« *Nommez un dénonciateur de la communauté du renseignement dont la divulgation a conduit à un changement réel - un changement de lois ou de stratégies - et qui n'a pas été confronté à des représailles par la suite. Les protections n'existent tout simplement pas*, a déclaré Snowden au *Guardian* cette semaine. *La triste réalité d'aujourd'hui, est que transmettre à l'inspecteur général des preuves d'actes répréhensibles vraiment sérieux est souvent une erreur. Les transmettre à la presse comporte des risques graves, mais au moins vous avez une chance.* »

Snowden a vu ce qui était arrivé à Drake et à d'autres lanceurs d'alerte comme lui. La clé de l'efficacité de Snowden, selon Thomas Devine, le directeur juridique du *Projet Government*

Accountability (PGA), est qu'il a pratiqué la désobéissance civile, plutôt que la dénonciation légale. (PGA, un groupe sans but lucratif de Washington qui défend les lanceurs d'alerte, a représenté Snowden, Drake et Crane.)

«Aucun des dénonciateurs légitimes qui ont essayé d'exposer la surveillance sans mandat du gouvernement - et Drake était loin d'être le seul à avoir essayé - n'a réussi, me dit Devine. Ils se sont manifestés et ont avancé leurs charges, mais le gouvernement répond seulement : Ils mentent, ils sont paranoïaques, nous ne faisons pas ces choses là. Les dénonciateurs ne pouvaient pas prouver leur cause, parce que le gouvernement avait classé 'confidentiel' toutes les preuves. Considérant que Snowden a emmené les preuves avec lui, quand le gouvernement a publié ses dénégations habituelles, il a pu produire, document après document, les preuves indiquant que le gouvernement mentait. C'est du lancement d'alerte par désobéissance civile. »

Crane, un résident de Virginie, bien bâti avec des taches de gris dans son collier de barbe bien taillée, a compris la décision de Snowden de ne pas respecter les règles - mais la regrette. *« Quelqu'un comme Snowden ne devrait pas avoir à ressentir le besoin de se faire du mal juste pour la bonne cause »*, me dit-il.

Le témoignage de Crane n'est pas simplement un indicateur des motivations et des méthodes de Snowden. Si ses allégations sont confirmées par la cour, cela pourraient amener des hauts responsables actuels et anciens du Pentagone en prison. (Des enquêtes officielles sont tranquillement en cours.)

Mais l'histoire de Crane a encore plus de conséquences : elle réfute la position prise par Barack Obama et Hillary Clinton contre Snowden, disant que celui-ci aurait dû transmettre ses préoccupations par des voies officielles parce que la loi américaine sur les lanceurs d'alerte l'aurait protégé.

Comment Edward Snowden est-il passé de 'loyal entrepreneur travaillant pour la NSA' à 'lanceur d'alerte' ?

Au moment où Snowden est devenu une figure publique en 2013, Crane avait déjà passé des années à mener une bataille perdue au Pentagone pour fournir aux lanceurs d'alerte les protections juridiques auxquelles ils avaient droit. Il a pris ses responsabilités tellement au sérieux, et a été si souvent en conflit avec ses supérieurs, qu'il portait des copies de la loi sur la protection des lanceurs d'alerte de 1989 et de la Constitution des États-Unis dans sa poche, pour les sortir pendant les conflits au bureau.

Les avocats de Crane à PGA - qui ont l'habitude de travailler avec tous les types de lanceurs d'alerte, gouvernementaux ou privés - ont été déconcertés par son attitude. D'après leur expérience, les responsables gouvernementaux les plus élevés se souciaient peu des droits des lanceurs d'alerte. Alors qu'est ce qui motivait Crane à continuer à se battre pour les droits des lanceurs d'alerte au Pentagone, alors même que ses supérieurs devenaient de plus en plus hostiles et l'ont finalement forcé à démissionner ?

Selon Crane, le courage de se battre vient de sa famille. Il n'a jamais oublié l'histoire qu'il a entendue étant enfant, de son propre grand-père, un officier de l'armée allemande qui fit une fois face à Adolf Hitler, à la pointe du fusil, dans la nuit où le futur Führer a tenté son premier coup d'État.

Ancien conseiller de presse pour les membres républicains du Congrès, John Crane a été embauché par le bureau de l'inspecteur général du ministère de la Défense en 1988. Au sein des organismes gouvernementaux des États-Unis, un inspecteur général est comme une sorte de juge et chef de la police. L'IG, comme l'inspecteur général est connu, est chargé de s'assurer qu'une agence donnée fonctionne selon la loi - obéit aux règles et règlements, dépense l'argent comme elle y est autorisée par le Congrès. *« Dans le bureau de l'IG, nous étions les gars avec les chapeaux blancs »*, nous dit Crane.

En 2004, Crane fut promu inspecteur général adjoint. À l'âge de 48 ans, ses responsabilités comprenaient la supervision du département sur les dénonciations au ministère de la Défense, ainsi que d'enquêter sur toutes les allégations de malversations provenant des deux millions d'employés du ministère (de loin le plus grand effectif au sein du gouvernement des États-Unis), et dans certains cas les allégations provenant de la NSA et d'autres agences de renseignement.

A cette époque, Thomas Drake était déjà bien avancé sur le chemin qui allait finalement le relier à Crane. Le premier jour de Drake comme employé à part entière de l'Agence nationale de sécurité fut le 11 septembre 2001. Alors que la NSA allait gonfler en taille et en budget lorsque les États-Unis répondraient aux attaques du 11 Septembre, l'agence était déjà classée comme la plus grande organisation d'espionnage, la plus généreusement financée sur terre. Créée en 1952, la NSA est le casseur de code du gouvernement et son oreille mondiale. La NSA intercepte les communications des gouvernements et des individus étrangers et traduit cette intelligence brute en information utilisable par la CIA, le FBI et les agences gouvernementales.

Drake, père de cinq enfants, avait déjà travaillé pour la NSA pendant 12 ans, comme entrepreneur du secteur privé. Une fois devenu membre du personnel de la NSA, il fut placé directement sous la responsabilité du troisième plus haut fonctionnaire de la NSA, Maureen Baginski ; elle a dirigé la plus grande division de la NSA, la Direction du renseignement pour les signaux, qui était responsable de l'interception des appels téléphoniques et autres communications.

Grand, sombre, intense, Drake était un joueur d'échecs de championnat à l'école secondaire, dont le don pour les mathématiques, l'informatique et les langues ont fait de lui un élément naturel pour l'écoute clandestine en langues étrangères et la mise à disposition des compétences cryptographiques et linguistiques dont la NSA avait besoin. Pendant la Guerre froide, il a travaillé pour le renseignement de l'armée de l'air et la surveillance des communications de la police secrète de l'Allemagne de l'Est, la Stasi.

Dans les semaines qui suivirent les attentats du 11 septembre, Drake a été affecté à la préparation du plaidoyer de la NSA au sujet de la catastrophe. Le Congrès, les médias et le public exigeaient des réponses : qu'est ce qui avait mal tourné à la NSA et dans les autres organismes fédéraux, pour permettre aux agents d'Oussama Ben Laden de mener une attaque si dévastatrice ?

Pendant que Drake interrogeait des collègues de la NSA et fouillait les dossiers de l'agence, il est tombé sur des informations qui l'ont horrifié. Il a découvert que la NSA - avant même le 11 septembre - avait secrètement modifié son champ d'opérations pour étendre ses pouvoirs.

Depuis sa création, il était strictement interdit à la NSA d'écouter les communications nationales. L'enquête de Drake l'a persuadé que la NSA violait cette restriction en collectant des informations sur les communications à l'intérieur comme à l'extérieur des États-Unis. Et cela, sans avoir obtenu les ordonnances judiciaires exigées par la loi.

Respectueux de la loi depuis le lycée - il a une fois dénoncé à la police les noms des camarades de classe qu'il soupçonnait de vendre de l'herbe - Drake m'a dit qu'il se sentait obligé d'agir. *« J'ai fait le serment de respecter et de défendre la Constitution contre tous les ennemis étrangers et nationaux »,* m'a-t-il expliqué.

Pour Drake, le Programme de surveillance du Président, comme on l'appelait sous l'administration de George W. Bush, lui a rappelé l'état d'esprit de la Stasi. *« Vous ne passez pas des années à écouter un État policier sans en être affecté, ce n'est pas possible, me dit-il. Je me souviens m'être dit : Ouah, je ne veux pas que cela se produise dans notre pays ! Comment pourriez-vous vivre dans une société où il faut toujours regarder derrière son épaule, ne sachant pas à qui pouvoir faire confiance, même dans votre propre famille ? »*

Le cauchemar de la persécution de Drake par son propre gouvernement a commencé innocemment. Ayant découvert des preuves de comportement apparemment illégal, il a fait ce que sa formation militaire et le droit sur les lanceurs d'alerte lui demandaient : il a transmis ces informations à la chaîne de commandement. Dès le début 2002, il a fait part de ses préoccupations, d'abord à un petit nombre de hauts fonctionnaires de la NSA, puis aux membres appropriés du Congrès et au personnel des comités de surveillance du Sénat et de la Chambre des représentants.

Drake a passé d'innombrables heures à ces séances, mais est finalement arrivé à la conclusion que personne ayant une position d'autorité ne voulait entendre ce qu'il disait. Quand il a dit à son patron, Baginski, que la surveillance accrue de la NSA à la suite du 11 septembre semblait juridiquement contestable, elle lui aurait dit de laisser tomber car la Maison Blanche en avait décidé autrement.

John Crane a entendu parler de Thomas Drake quand Crane et ses collègues du bureau de l'Inspection générale du Pentagone ont reçu une plainte d'un lanceur d'alerte en septembre 2002. La plainte alléguait que la NSA soutenait une politique de surveillance électronique qui était à la fois

financièrement et constitutionnellement irresponsable. La plainte a été signée par trois anciens responsables de la NSA, William Binney, Kirk Wiebe et Edward Loomis, et une ancienne membre du personnel du Congrès principal, Diane Roark. Drake a également approuvé la plainte - mais parce que lui, contrairement aux quatre autres, n'avait pas encore pris sa retraite de la fonction publique, il a demandé à ce que son nom soit anonyme, même dans un document censé être traité de manière confidentielle au sein du gouvernement.

Binney, Wiebe, Loomis et Roark ont partagé les préoccupations de Drake sur les implications constitutionnelles de la surveillance de masse sans mandat, mais leur plainte portait sur deux autres questions.

Le premier point était d'ordre financier. Les lanceurs d'alerte ont soutenu que le programme de surveillance de la NSA, du nom de code *Trailblazer*, était un gaspillage éhonté de 3,8 milliards de dollars - il avait été plus efficace pour canaliser l'argent des contribuables vers des entrepreneurs privés que pour protéger la patrie.

Le deuxième point dénoncé était que *Trailblazer* rendait en réalité les États-Unis moins sûrs. Ils ont reconnu que *Trailblazer* avait considérablement élargi la quantité de communications électroniques recueillies par la NSA. Mais cette avalanche de données brutes était trop forte - les analystes de la NSA avaient du mal à distinguer l'essentiel du futile et étaient donc susceptibles de manquer des indices importants.

Drake en a découvert un exemple choquant en faisant des recherches pour son rapport sur les attentats du 11 septembre. Des mois auparavant, la NSA était entrée en possession d'un numéro de téléphone à San Diego, qui a été utilisé par deux des pirates de l'air qui plus tard se sont écrasés sur le World Trade Center. Mais la NSA n'a pas agi suite à cette découverte.

Comme Drake l'a dit plus tard à l'expert sur la NSA, James Bamford, la NSA a intercepté sept appels téléphoniques entre ce numéro de téléphone à San Diego et un QG d'al-Qaida au Yémen. Drake a trouvé un enregistrement de ces sept appels enterré dans une base de données de la NSA.

Les responsables américains savaient depuis longtemps que le QG du Yémen était une plaque tournante opérationnelle à travers laquelle Ben Laden, depuis une grotte en Afghanistan, ordonnait des attaques. Sept appels téléphoniques à un tel centre à partir du même numéro de téléphone étaient évidemment suspects. Pourtant, la NSA n'a pris aucune mesure - l'information avait apparemment été négligée.

Les lanceurs d'alerte de la NSA envoyèrent d'abord leur plainte à l'inspecteur général de la NSA, qui les a renvoyés. Ils montèrent plus haut dans l'échelle bureaucratique, en déposant la plainte auprès de l'inspecteur général du ministère de la Défense. Là, Crane et son personnel ont *substantiellement défendu* la plainte - en d'autres termes, que leur propre enquête avait conclu que les accusations des lanceurs d'alerte de la NSA étaient probablement valides.

Au cours de leur enquête, Crane et ses collègues du bureau de l'inspection générale ont également confirmé l'allégation selon laquelle le programme de surveillance de l'administration Bush avait violé le quatrième amendement de la Constitution des États-Unis, en espionnant les communications des Américains sans mandat légal. « *Nous étions préoccupés par ces questions constitutionnelles avant même d'avoir étudié leur plainte, m'a dit Crane. Nous avons reçu d'autres documents de la part d'autres lanceurs d'alerte qui confirmaient ce point.* »

Conformément à la procédure standard, ces résultats d'enquête ont été transmis aux comités de la Chambre et du Sénat supervisant la NSA - et cela a poussé le Congrès à mettre fin au financement du programme *Trailblazer*. Mais pour les dénonciateurs de la NSA, cette apparente victoire fut le début d'une sombre saga qui allait changer leur vie à jamais.

Les efforts de surveillance de masse de l'administration Bush ont été partiellement exposés en décembre 2005, lorsque le *New York Times* a publié un article en première page, écrit par les journalistes James Risen et Eric Lichtblau. Il révélait que la NSA avait espionné des appels internationaux et des courriels de certaines personnes aux États-Unis, sans mandats légaux.

Huit ans plus tard, cette histoire sera éclipsée par les révélations de Snowden. Mais à l'époque, la Maison Blanche de Bush était furieuse - et ils étaient déterminés à trouver et à punir celui qui avait divulgué ces détails au *New York Times*.

Selon Crane, ses supérieurs du bureau de l'inspecteur général du Pentagone étaient désireux d'aider à cela. Henry Shelley, l'avocat général - l'avocat principal du bureau - a demandé que le bureau de l'inspection générale dénonce Drake et les autres lanceurs d'alerte de la NSA aux agents du FBI enquêtant sur la fuite du *Times*.

Après tout, la récente plainte des lanceurs d'alerte de la NSA avait dénoncé les mêmes pratiques de surveillance décrites dans l'article du *Times* - ce qui en faisait logiquement des suspects de la fuite. Crane s'y est vigoureusement opposé. Informer qui que ce soit - encore moins des enquêteurs du FBI - du nom d'un lanceur d'alerte était illégal.

Après avoir débattu de la question lors d'une réunion officielle dans le bureau personnel de l'inspecteur général, Shelley et Crane ont continué à en débattre dans le couloir. *« J'ai sorti ma copie de la loi sur la protection des lanceurs d'alerte de ma poche, se souvient Crane. Je craignais qu'Henry ne soit en train de violer la loi. Nos voix n'étaient pas fortes, mais la conversation était, je dirais, très intense et agitée. Henry [répondit] qu'il était l'avocat général, l'avocat général est celui chargé de gérer les choses avec le ministère de la Justice et qu'il ferait les choses à sa façon. »*

Henry Shelley a refusé mes demandes répétées pour une entrevue. Dans un e-mail, il m'a dit : *« Je suis confiant que lorsque cette question sera complètement résolue, aucune faute de ma part ne sera relevée. »*

Le désaccord entre Crane et Shelley en resta là. Ou c'est ce qu'il semblait encore 18 mois plus tard. Le matin du 26 juillet 2007, des agents du FBI armés de fusils ont pris d'assaut les maisons de Binney, Wiebe, Loomis et Roark. Binney se séchait après la douche lorsque les agents l'ont arrêté ; lui et sa femme se sont tout à coup trouvés avec un canon de fusils entre les yeux, se souvient le retraité de la NSA.

Crane a senti le coup fourré. L'enquête que son personnel avait menée sur la plainte des lanceurs d'alerte avait été hautement classifiée : très peu de gens pouvaient connaître leurs noms, et ils auraient dû rester confinés à l'intérieur du bureau de l'Inspection générale. Après les raids, Crane a confronté Shelley et a exigé de savoir si le bureau de l'IG avait donné les noms au FBI. Shelley a refusé de discuter de la question, se rappelle Crane.

La bataille a bientôt dégénéré. Quatre mois plus tard, des agents du FBI ont pris d'assaut la maison de Drake dans un raid tôt le matin, devant sa famille en état de choc.

Après que Drake eut été inculpé en 2010, ses avocats ont déposé une demande, conforme à la loi sur la liberté d'information, pour obtenir les documents liés à l'enquête que le bureau de Crane avait menée sur les dénonciations des lanceurs d'alerte. Selon Crane, il lui a été ordonné par ses supérieurs du bureau de l'IG de retarder la remise des documents - qui auraient pu innocenter Drake - jusqu'après le procès, qui devait avoir lieu plus tard dans l'année.

Crane prétend qu'il lui a été ordonné de le faire par Shelley et Lynne Halbrooks - qui avait récemment été nommée directrice adjointe de l'inspecteur général (en d'autres termes, le deuxième plus haut fonctionnaire dans le bureau de l'IG). Crane a protesté, mais a aussi perdu cette bataille. (Halbrooks n'a pas répondu à ses demandes répétées pour une entrevue.)

En décembre 2010, près de cinq ans après que le bureau de l'inspecteur général du Pentagone avait apparemment donné le nom de Drake aux enquêteurs du FBI, les avocats de ce dernier ont déposé une plainte auprès de l'inspecteur général, alléguant que Drake avait été puni en représailles de sa dénonciation. Selon leur plainte, les crimes dont Drake avait été accusés étaient *« basés en partie, ou en totalité, sur des informations que M. Drake avait fournies à l'IG [du Pentagone] »* au cours de son enquête sur les lanceurs d'alerte de la NSA.

Crane fut à la fois effrayé et révolté. La plainte des avocats de Drake semblait confirmer ses soupçons que quelqu'un au bureau de l'IG avait illégalement dénoncé Drake au FBI. Pire encore, l'acte d'accusation déposé contre Drake présentait des similitudes indéniables avec le témoignage confidentiel que Drake avait donné au personnel de Crane - suggérant que quelqu'un dans le bureau de l'IG n'a pas simplement donné le nom de Drake au FBI, mais a partagé tout son témoignage, une violation flagrante du droit.

La plainte de Drake demandait une enquête, a dit Crane à Halbrooks. Mais Halbrooks, rejoint par Shelley, aurait rejeté la demande de Crane. Elle a ajouté que Crane n'était pas un *« bon joueur »*

d'équipe » et que s'il ne changeait pas, elle lui rendrait la vie difficile.

Mais il y a pire encore. Alors que le procès de Drake approchait, au printemps de 2011, Crane savait que la loi exigeait du bureau de l'IG qu'il réponde à la plainte contre représailles déposée par les avocats de Drake. Mais, raconte Crane, Shelley l'a alors informé qu'il lui serait impossible d'y répondre - parce que **les documents pertinents avaient été détruits**. Le personnel de niveau inférieur « *a foutu le bordel* », lui aurait dit Shelley : ils avaient déchiqueté les documents dans un nettoyage, prétendument de routine, des vastes armoires de l'IG pleines de documents confidentiels.

Crane ne pouvait en croire ses oreilles. « *J'ai rappelé à Henry que la destruction de documents dans de telles circonstances était, comme il le savait, une question très grave et pourrait conduire l'inspecteur général à être accusé d'entrave à une enquête criminelle.* » Shelley a répondu, selon Crane, qu'il n'y aurait pas de problèmes si tout le monde se montrait bon joueur d'équipe.

Le 15 février 2011, Shelley et Halbrooks ont envoyé au juge chargé de l'affaire Drake une lettre qui répète l'excuse donnée à Crane : les documents demandés ont été détruits, par erreur, lors d'un nettoyage de routine. Ce nettoyage de routine a eu lieu avant que Drake n'ait été inculpé, est-il expliqué dans cette lettre au juge Richard Bennett.

« Lynne et Henry m'avaient écarté à ce moment-là, donc je ne savais rien de cette lettre au juge Bennett, dit Crane. Ils ont donc fini par mentir à un juge dans une affaire pénale, ce qui bien sûr est un crime. »

Avec Drake résistant fermement à la pression des procureurs pour trouver un accord - « *Je ne vais pas négocier avec la vérité* », a-t-il déclaré - le gouvernement a finalement retiré la plupart des accusations portées contre lui. Ensuite, le juge a fustigé la conduite du gouvernement. Il était « *extraordinaire* », a-t-il dit, que le gouvernement ait fait irruption dans la maison de Drake, l'ait accusé, puis laisse tomber le cas à la veille du procès comme si, après tout, ce n'était pas un gros problème. « *Je trouve cela inadmissible, a ajouté Bennett. Déraisonnable. Ce sont les racines même sur lesquelles ce pays a été fondé [...] Ce fut l'une des choses les plus fondamentales dans la déclaration des droits, que ce pays ne devait pas être exposé à des gens frappant à la porte avec l'excuse de l'autorité gouvernementale et pénétrant dans leurs maisons* ».

Lorsque John Crane a mis sa carrière en jeu en se mobilisant pour un traitement légal des lanceurs d'alerte du Pentagone, il suivait un code moral datant de 80 ans, transmis par son grand-père allemand. Crane a grandi dans une banlieue de Virginie, mais il a passé presque chaque été en Allemagne avec la famille de sa mère. Au cours de ces séjours d'été, Crane a entendu d'innombrables fois l'histoire du moment où son grand-père a confronté Hitler. Sa mère et sa grand-mère ont raconté l'histoire, et la morale ne changeait jamais. « *Il faut toujours essayer de faire la chose juste, même quand il y a des risques*, se souvient Crane. *Et si quelqu'un doit faire la chose juste, il peut bien sûr y avoir des conséquences.* »

Le grand-père de Crane était proche des 40 ans la nuit du *Putsch de la brasserie* d'Hitler, le 8 novembre 1923. Complotant pour renverser la République de Weimar, Hitler et 600 membres armés de son nouveau parti nazi ont encerclé une brasserie de Munich où le gouverneur de Bavière, Gustav von Kahr, s'adressait à la foule. Les rebelles ont fait irruption dans la salle, dans l'espoir d'enlever Von Kahr et de marcher sur Berlin. Après que ses hommes eurent dévoilé une mitrailleuse cachée dans la galerie à l'étage, Hitler a tiré en l'air et a crié : « *La révolution nationale a commencé !* »

Le grand-père de Crane, Günther Rüdél, était dans la salle, dans le cadre de ses fonctions militaires. Rüdél a noté dans un mémo de huit pages, à simple interligne, un compte rendu du putsch, minute par minute, en tant que témoin oculaire. (Rüdél fut plus tard un témoin du gouvernement dans le procès qui a condamné Hitler à cinq ans de prison, même s'il n'a pas été appelé à la barre.)

Fils d'un éminent général allemand, Rüdél avait servi avec distinction dans la Première Guerre mondiale, gagnant deux Croix de fer. En 1923, il occupait le poste de chef adjoint politique au général Otto von Lossow, plus haut fonctionnaire de l'armée allemande en Bavière. En tant que tel, Rüdél était le principal lien entre Von Lossow et Von Kahr et au courant des nombreux rapports des deux hommes avec Hitler. Soupçonnant qu'Hitler et ses partisans avaient prévu un coup d'État, Lossow et Rüdél avaient forcé leur chemin dans la brasserie afin de suivre les événements. Le chef de la police de l'État de Bavière, Hans Ritter von Seisser, était là aussi, accompagné d'un garde du corps. Rüdél se tenait avec Lossow et Von Seisser quand les hommes armés ont fait irruption dans la salle, Hitler en tête.

« Hitler, pistolet à poing, escorté à droite et à gauche par des hommes armés, sa tunique tachée de bière, a pris d'assaut la salle et le podium », a écrit Rüdell dans son affidavit. « Quand il était exactement en face de nous, l'adjudant chef de la police Von Seisser a saisi [mais n'a pas dégainé] son épée. Hitler a immédiatement pointé son pistolet sur la poitrine de l'homme. Je lui ai crié, Monsieur Hitler ce n'est pas de cette façon que vous libérerez l'Allemagne. Hitler a hésité, baissé son pistolet et a continué son chemin entre nous vers le podium. »

Dans le chaos environnant, les hommes d'Hitler ont essayé de forcer Von Kahr, Lossow et Von Seisser à rejoindre le coup d'État, mais leur soulèvement a fait long feu. Quelques jours plus tard, Hitler a été arrêté et accusé de trahison. Il a passé un an en prison, où il a écrit son autobiographie, *Mein Kampf*.

« Nous sommes en train de devenir un État policier », a déclaré Diane Roark dans une interview 2014 à la télévision. En se référant à elle-même et aux autres lanceurs d'alerte de la NSA, elle a ajouté : « Nous sommes les canaris dans la mine de charbon. On n'a rien fait de mal. Tout ce que nous avons fait était de nous opposer à ce programme. Et pour cela, ils nous ont piétinés. »

« Ils disent : Nous faisons cela pour vous protéger, m'a dit William Binney, le collègue lanceur d'alerte de Roark. Je vais vous dire que c'est exactement ce que les nazis disaient dans un Ordre spécial 48 en 1933 - nous faisons cela pour vous protéger. Et voilà comment ils se sont débarrassés de tous leurs opposants politiques. »

Ce sont des déclarations fortes - comparer les actions du gouvernement des États-Unis à l'Allemagne nazie, alerter d'un état policier naissant - il est donc utile de rappeler qui les a prononcées. Les lanceurs d'alerte de la NSA ne sont pas des gauchistes pacifistes à la noix. Ils ont passé leur vie professionnelle à l'intérieur du système de renseignement américain, consacré, pensaient-ils, à la protection de la patrie et à la défense de la Constitution.

Ce sont des conservateurs politiques, très instruits, respectueux des preuves, faisant attention à ce qu'ils disent. Et ils ont dit, sur la base de leur expérience personnelle, que le gouvernement américain a été dirigé par des gens qui étaient prêts à enfreindre la loi et à subtiliser les pouvoirs impressionnants de l'État à leurs propres fins. Ils disent que les lois et les technologies qui ont secrètement été mises en place menacent de renverser la gouvernance démocratique étasunienne, que l'ont croyait acquise, et de réduire leurs libertés à néant. Et ils disent que quelque chose doit être fait à ce sujet avant qu'il ne soit trop tard.

À Washington, les hauts fonctionnaires et les politiciens insistent toujours pour dire que le vrai méchant est Edward Snowden. L'ancien directeur de la CIA James Woolsey a appelé à ce que Snowden soit « pendu par le cou jusqu'à sa mort, plutôt que d'être simplement électrocuté ».

Les démocrates sont moins sanguinaires, mais guère plus indulgents. Le président Obama et Hillary Clinton soutiennent que Snowden a violé la loi alors qu'il aurait dû leur faire confiance. « Il aurait pu obtenir toutes les protections promises à un lanceur d'alerte, a déclaré Clinton dans le premier débat présidentiel démocratique d'octobre dernier. Il aurait pu soulever toutes les questions qu'il a soulevées. Et je pense qu'il aurait obtenu une réponse positive à tout cela. »

Dites cela à Thomas Drake. Dites cela aussi, sur ce sujet, à John Crane.

Halbrooks a forcé Crane à démissionner de son poste en janvier 2013. Après avoir quitté le Pentagone, Crane s'est dirigé vers le *Government Accountability Project*, où l'ancien protecteur des lanceurs d'alerte est devenu lui-même un lanceur d'alerte.

Crane a déposé plainte contre Shelley et Halbrooks, détaillant de nombreux méfaits, bien plus que ceux décrits dans cet article. Le Bureau du Conseil Spécial (BCS), l'agence américaine chargée d'enquêter sur ces questions, a conclu en mars 2016 qu'il y avait une « forte probabilité » que les accusations de Crane soient fondées. Le choix par le BCS de l'expression « forte probabilité » est frappant. Il aurait pu estimer tout simplement de « manière raisonnable » que les accusations de Crane étaient véridiques, et dans ce cas, aucune autre mesure n'aurait été nécessaire. En concluant plutôt à une « forte probabilité », le BCS a déclenché un processus qui a légalement requis du secrétaire de la défense Ashton Carter d'organiser une nouvelle enquête sur les allégations de Crane. Parce qu'aucun organisme fédéral n'est autorisé à enquêter lui-même, cette enquête est menée par le ministère de la Justice.

Aussi incroyable que cela puisse paraître, Crane vise à réintégrer son ancien emploi. Son avocat, Devine, pense que c'est un fantôme. De l'avis de Devine, les problèmes auxquels sont confrontés les lanceurs d'alerte sont systémiques - et le système ne pardonne jamais, surtout à quelqu'un qui a exposé la corruption du système comme Crane l'a fait.

Pour Crane, cependant, c'est une simple question de bien et de mal. Il n'est pas celui qui a violé la loi ; ce sont ses supérieurs. Ce n'est donc pas à lui d'en payer le prix, mais à eux.

« Je veux seulement voir le système fonctionner correctement, dit-il. Je sais que le système peut échouer - la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne nazie - mais je sais aussi que vous devez faire ce qui est juste. Parce que le gouvernement est si puissant, vous devez le faire tourner efficacement et honnêtement et conformément à la loi. »

« Quelles sont les chances que le système fonctionne correctement pour votre cas ? » demandai-je à Crane.

« Je ne vais pas vous donner de chiffres, répond-il avec un petit rire. C'est juste quelque chose que je me dois de faire. »

Mark Hertsgaard

Traduit par Wayan, relu par Nadine pour le Saker Francophone.

Article original du Guardian en anglais :

<http://www.theguardian.com/us-news/2016/may/22/how-pentagon-punished-nsa-whistleblowers>

[Lanceurs d'alerte] Elise Lucet sans filtre, Cash investigation, Panama Papers, l'offensive des journalistes ?

Source : [Thinkerview](#)

[Lanceurs d'alerte] Michel Collon « Propagande de Guerre, festival de médias mensonges et complot ? »

Source : [Thinkerview](#)

[Lanceurs d'alerte] Denis Robert « Charlie Hebdo sans filtre »

Source : [Thinkerview](#)

Il faut voir le film (très émouvant et très important) qui raconte l'histoire de Snowden

itizen four

Première intervention publique d'Edward Snowden en France (Intégralité - en français)

Lanceurs d'alerte : coupables [selon les hommes au pouvoir] ou héros [selon le bien commun] ? Arte 16 décembre 2014

[Edit]

Stéphanie Gibaud : « on vous prend tout » [quand vous lancez une alerte]

Hervé Falciani : « j'étais prêt à aller jusqu'en prison après mes révélations »

[Hervé Falciani : "j'étais prêt à aller jusqu'en..." par franceinter](#)

Un article paru dans le journal britannique « The guardian » : le Pentagone se prépare à une rupture civile de masse

<http://www.upr.fr/actualite/monde/guardian-pentagone-surveillance-mouvements-sociaux>

Le Pentagone se prépare à une rupture civile de masse

Publié le 17 juin 2014



The screenshot shows the top portion of a Guardian article. At the top left is the 'theguardian' logo. Below it are the categories 'Environment' and 'Earth insight'. The main title of the article is 'EARTHINSIGHT BY NAFEEZ AHMED', with 'HOSTED BY THE GUARDIAN' underneath. To the right of the title is a small portrait of Nafeez Ahmed. The article title is 'Pentagon preparing for mass civil breakdown'. Below the title is a sub-headline: 'Social science is being militarised to develop 'operational tools' to target peaceful activists and protest movements'. There is a large aerial photograph of the Pentagon building. To the right of the article content are social media sharing buttons for Facebook (32102), Twitter (3,651), Google+ (664), Pinterest (59), LinkedIn (272), and Email. Below the sharing buttons is a small profile picture of Nafeez Ahmed, followed by the text: 'Posted by Nafeez Ahmed Thursday 12 June 2014 07:00 BST theguardian.com Jump to comments (330)'. At the bottom right, there are icons for 'Article history' and 'Environment'.

Un article paru dans le journal britannique « The guardian » : le Pentagone se prépare à une rupture civile de masse

Le journal *The Guardian* – plutôt classé à gauche sur l'échiquier politique britannique – s'est fait une spécialité, depuis maintenant plusieurs années, d'ouvrir ses colonnes et son site Internet à ce qu'il est convenu d'appeler des *whistleblower* (traduit approximativement par « lanceurs d'alerte » en français). C'est-à-dire à des citoyens ordinaires (fonctionnaires, chercheurs, universitaires,...), qui décident d'informer le grand public d'un danger ou de dérives dangereuses ou criminelles qu'ils ont pu constater dans leur métier, en interpellant les pouvoirs en place et en suscitant la prise de conscience de leurs contemporains.

Parmi les affaires les plus récentes, *The Guardian* a par exemple été l'un des principaux médias dans le monde à donner en 2013 la plus large couverture possible à Edward Snowden, ancien employé de la CIA et de la NSA, qui a rendu public les programmes de surveillance de masse de la NSA.

S'inscrivant dans cette ligne éditoriale, *The Guardian* a publié voici quelques jours – le 12 juin 2014 sur son site Internet – un long article de Nafeez Ahmed, universitaire et journaliste spécialiste de la

sécurité internationale.

Cet article révèle au grand public l'existence d'un programme - « l'initiative de recherche Minerva » - lancé par le ministère américain de la Défense, qui consiste à mettre les sciences sociales et les recherches anthropologiques au service opérationnel des militaires américains.

Parmi les objectifs clairement annoncés figure celui d'amener l'armée américaine à étudier la façon dont apparaissent les mouvements de protestation populaire (impliquant plus de 1 000 participants en activité de façon durable) dans 58 pays (dont les États-Unis eux-mêmes), et de la préparer à neutraliser ces mouvements. L'un des programmes de recherche a ainsi organisé des exercices militaires dans lesquels les participants étaient chargés de repérer ceux qui "causaient les problèmes", ceux qui "résolvaient les problèmes" et le reste de la population. L'objectif opérationnel était de définir une campagne « d'informations » « permettant de déplacer le centre de gravité de l'opinion vers cet ensemble de valeurs et de points de vue qui constituait "l'état final désiré" de la stratégie de l'armée. »

Il ne s'agit pas de suppositions « conspirationnistes », mais de faits établis. Et il ne s'agit pas d'opérations anecdotiques. L'initiative de recherche Minerva doit bénéficier de 75 millions de dollars sur cinq ans et a bénéficié pour cette seule année d'une dotation de 17,8 millions de dollars votée par le Congrès américain. Pour mémoire, le budget alloué par le Congrès à la Commission d'enquête sur le 11 septembre a été de 14 millions de dollars.

Autant dire que cet article est très intéressant et qu'il me semble devoir être largement diffusé en France.

Je remercie le service de traduction de l'UPR (Elisabeth McCormick) pour avoir traduit en français cet article dont la version originale en anglais peut être consultée ici : <http://www.theguardian.com/environment/earth-insight/2014/jun/12/pentagon-mass-civil-breakdown?CMP=tw>

Le pentagone se prépare à une rupture civile de masse

Les sciences sociales se militarisent afin de développer des « outils opérationnels » visant à cibler des militants pacifiques et des mouvements de protestation.

publié par Nafeez Ahmed le 12 juin 2014



Le Pentagone finance des recherches en sciences sociales dans le but de modéliser les risques de « contagion sociale » qui pourraient compromettre les intérêts stratégiques américains. Photographe : Jason Reed/REUTERS

Le Département de la Défense américain (DoD) finance un programme de recherche universitaire dont

le but est de modéliser la dynamique, les risques et les points de basculement de troubles civils à grande échelle à travers le monde, sous la supervision de diverses agences militaires américaines. Ce programme de plusieurs millions de dollars est conçu pour élaborer des « éclairages pertinents pour les combattants » à court et à long terme, destinés aux hauts fonctionnaires et décideurs de « la communauté de la défense ». Il vise également à informer la politique menée par « les commandements de terrain. »

Lancée en 2008 - l'année de la crise bancaire mondiale - « l'initiative de recherche Minerva » du DoD a noué un partenariat avec les universités, « visant à améliorer la compréhension de base des forces sociales, culturelles, comportementales et politiques qui façonnent les régions du monde d'importance stratégique pour les États-Unis. »

Parmi les projets retenus pour la période 2014-2017 figure une étude dirigée par l'Université de Cornell, gérée par le Bureau scientifique de recherche de l'US Air Force, visant à développer un modèle empirique « de dynamique de mobilisation du mouvement social et des phénomènes de contagion. » Ce projet déterminera « la masse critique (points de basculement) » des contagions sociales à partir de l'étude de leur « empreinte numérique » dans les cas de « la révolution égyptienne de 2011, des élections de 2011 à la Douma en Russie, de la crise du carburant subventionné au Nigéria en 2012, et des manifestations au parc de Gazi en Turquie en 2013. »

Les messages sur Twitter et les conversations seront examinés « afin d'identifier les personnes qui se mobilisent dans une contagion sociale et le moment à partir duquel elles se mobilisent. »

Un autre projet attribué cette année à l'Université de Washington « cherche à découvrir les conditions dans lesquelles les mouvements politiques visant à des changements politiques et économiques à grande échelle prennent naissance » ainsi que leurs « caractéristiques et conséquences ». Ce projet, géré par le Bureau de recherche de l'Armée américaine, met l'accent sur « les mouvements à grande échelle impliquant plus de 1 000 participants en activité de façon durable ». Il couvrira 58 pays au total.

L'an dernier, l'initiative Minerva du DoD a financé un projet permettant de déterminer « Qui ne devient pas un terroriste et pourquoi ? ». Ce projet, cependant, confond les militants pacifiques avec les « partisans de la violence politique », qui se démarquent des terroristes en cela qu'ils ne versent pas eux-mêmes dans le « militantisme armé ». Le projet énonce explicitement qu'il va étudier les activistes non violents :

« Dans chaque société, nous trouvons beaucoup d'individus qui ont en commun les mêmes arrière-plans démographiques, familiaux, culturels ou socio-économiques que ceux qui ont décidé de s'engager dans le terrorisme et qui, cependant, s'abstiennent eux-mêmes de prendre les armes, même s'ils peuvent être favorables aux objectifs finaux de groupes armés. Dans le domaine des études sur le terrorisme, les études n'ont pas, jusqu'à tout récemment, tenté de regarder ce groupe de contrôle. Ce projet ne traite pas des terroristes, mais des partisans de la violence politique. »

Chacune des 14 études de cas du projet « implique des entretiens approfondis avec plus de dix militants et activistes de partis et d'organisations non gouvernementales qui, bien que favorables aux causes radicales, ont choisi la voie de la non-violence. »

J'ai contacté le chercheur principal du projet, le Professeur Maria Rasmussen de l'École d'études supérieures du Centre naval américain, en lui demandant pourquoi les activistes non violents travaillant pour les ONG devraient être assimilés à des partisans de la violence politique - et quels « partis et organisations non gouvernementales » sont ainsi étudiés. Mais je n'ai reçu aucune réponse.

De même, le personnel du programme Minerva a refusé de répondre à une série de questions similaires que je leur ai soumises, demandant notamment comment les « causes radicales » promues par les ONG pacifistes pouvaient constituer une menace potentielle à la sécurité nationale susceptible d'intéresser le DoD.

Entre autres questions, j'ai demandé :

- « Le Département américain de la Défense voit-il les mouvements de protestation et l'activisme social dans différentes parties du monde comme une menace pour la sécurité nationale américaine ? Si oui pourquoi ? »
- « Le Département de la Défense américain considère-t-il les mouvements politiques visant un changement politique et économique à grande échelle comme une question de sécurité nationale ? Si oui pourquoi ? »
- « L'activisme, la protestation, les "mouvements politiques" et bien sûr les ONG sont des éléments vitaux d'une société civile saine et de la démocratie. Pourquoi le DoD finance-t-il des recherches pour étudier de telles questions ? »

Le Dr Erin Fitzgerald, directeur du programme Minerva m'a répondu : « J'apprécie votre intérêt et je suis heureux que vous nous contactiez pour nous donner l'occasion d'apporter des clarifications », avant de me promettre une réponse plus détaillée. Au lieu de quoi, j'ai reçu la vague déclaration suivante du bureau de presse du DoD :

« Le Département de la Défense prend au sérieux son rôle en matière de sécurité des États-Unis, de ses citoyens, des alliés de l'Amérique et de ses partenaires. Alors que tous les défis concernant la sécurité ne provoquent pas de conflit et que tous les conflits n'impliquent pas l'intervention de l'armée américaine, Minerva contribue à financer des recherches en sciences sociales fondamentales qui aident le département de la Défense à mieux comprendre ce qui provoque l'instabilité et l'insécurité dans le monde entier. Par une meilleure compréhension de ces conflits et de leurs causes préalables, le Département de la défense peut mieux se préparer au futur environnement de sécurité dynamique. »

En 2013, Minerva a financé un projet de l'Université du Maryland, en collaboration avec le laboratoire Pacific Northwest National du département américain de l'énergie, pour évaluer le risque de troubles civils dus au changement climatique. Ce projet triennal de 1,9 million de dollars élabore des modèles pour anticiper ce qui pourrait arriver aux sociétés, selon un éventail de scénarios de changements climatiques potentiels.

Dès le départ, le programme Minerva a été prévu pour fournir plus de 75 millions de dollars sur cinq ans dédiés à la recherche en sciences sociales et comportementales. Pour cette seule année, il lui a été alloué un budget total de 17,8 millions de dollars par le Congrès américain.

Une communication par courriel interne destiné au personnel de Minerva - référencée dans un mémoire d'expertise de 2012 - révèle que le programme est orienté vers des résultats rapides destinés à être directement applicables aux opérations sur le terrain. Le mémoire faisait partie d'un projet financé par Minerva visant à « contrer le discours musulman radical » à l'Université de l'État de l'Arizona.

Un courriel interne du Professeur Steve Corman, chercheur principal du projet, fait état d'une rencontre organisée par le Programme de Modélisation Humaine, Sociale, Culturelle et Comportementale (HSCB) du Département de la Défense, programme dans lequel des hauts responsables du Pentagone indiquent que leurs priorités sont « de développer des capacités rapidement disponibles » sous forme de « modèles et outils pouvant être intégrés aux opérations ».

Corman précise dans son courriel que, bien que le responsable du Bureau de Recherche navale, le Dr Harold Hawkins, ait assuré d'emblée aux chercheurs de l'Université que le projet n'était qu'« un effort de recherche courant, donc nous ne devrions pas être préoccupés par son application pratique », la réunion a en réalité montré que le DoD cherche à « mettre en application les résultats ». Corman conseille à ses chercheurs de « penser à présenter les résultats, les rapports, etc., de telle sorte qu'ils [le DoD] puissent clairement voir leur application comme outils qui peuvent être mis en place sur le terrain. »

De nombreux chercheurs indépendants critiquent ce qu'ils considèrent être les efforts du gouvernement américain en matière de militarisation des sciences sociales au service de la guerre. En mai 2008, l'Association Américaine d'Anthropologie (AAA) a écrit au gouvernement américain pour

souligner que le Pentagone n'a pas « le genre d'infrastructure pour évaluer la recherche anthropologique [et autres sciences sociales] » d'une manière qui assure « un examen par les pairs, rigoureux, objectif et équilibré » ; elle a demandé que de telles recherches soient gérées à la place par des organismes civils comme la Fondation National des Sciences (NSF).

Le mois suivant, le DoD a signé un protocole d'entente (Memorandum of understanding) (MoU) avec la NSF afin de pouvoir coopérer à la gestion de Minerva. En réponse, l'AAA a mis en garde que, même si les propositions de recherche devaient désormais être évaluées par des comités d'examen du mérite de la NSF, « les fonctionnaires du Pentagone auront le pouvoir de décision au moment de déterminer qui siègera aux comités d'examen » :

« ... Il reste des inquiétudes dans la discipline que la recherche soit financée uniquement lorsqu'elle prend en compte l'ordre du jour du Pentagone. Les autres critiques du programme, notamment le Réseau des anthropologues engagés, ont fait état de leurs inquiétudes quant à un programme susceptible de décourager la recherche dans d'autres domaines importants, et de saper le rôle de l'Université comme lieu de discussion indépendant et de critique des instances militaires ».

Selon le professeur David Price, anthropologue culturel à l'Université de Saint-Martin à Washington DC et auteur de *La militarisation de l'anthropologie : Les sciences sociales au service de l'État militarisé* : « Lorsque vous regardez chaque élément d'un grand nombre de ces projets, ils se présentent comme des sciences sociales normales, d'analyse textuelle, de recherche historique et ainsi de suite ; mais lorsque vous additionnez tous ces morceaux, ils partagent tous des thèmes de lisibilité avec toutes les distorsions résultant de la sur-simplification. Minerva travaille à la production des éléments de l'empire d'une façon qui peut permettre aux gens de dissocier leurs contributions individuelles du projet d'ensemble. »

Le Professeur Price a précédemment exposé comment le programme HTS (Human Terrain Systems) du Pentagone – programme conçu pour intégrer des spécialistes des sciences sociales dans le domaine des opérations militaires – conduit régulièrement des scénarios de formation dans les régions « à l'intérieur des États-Unis. »

Citant une critique sommaire du programme envoyée aux directeurs d'HTS par un ancien employé, Price a rapporté que les scénarios de formation HTS « ont adapté COIN [contre-insurrection] pour l'Afghanistan et l'Irak » à des « situations internes aux États-Unis » où la population locale était considérée d'un point de vue militaire comme une menace pour l'équilibre du pouvoir et de l'influence et une contestation de la loi et de l'ordre ».

Price rapporte qu'un exercice militaire impliquait des militants écologistes protestant contre la pollution provenant d'une centrale au charbon près du Missouri, dont certains étaient membres de l'ONG environnementale bien connue Sierra Club. Les participants furent chargés d'« identifier ceux qui “résolvaient les problèmes” », ceux qui “causaient les problèmes” et le reste de la population, qui devait être la cible d'opérations d'informations afin de déplacer le centre de gravité de l'opinion vers cet ensemble de valeurs et de points de vue qui constituait “l'état final désiré” de la stratégie de l'armée. »

Ces exercices militaires s'inscrivent dans le droit fil d'une série de documents du Pentagone qui indiquent que la surveillance de masse de l'Agence de la Sécurité Nationale (National Security Agency – NSA) est en partie motivée par la préparation à l'impact déstabilisateur des chocs à venir, environnementaux, énergétiques et économiques.

James Petras, professeur de sociologie à l'Université de Binghamton à New York, partage les inquiétudes de Price. Les sociologues financés par Minerva et liés aux opérations de contre-insurrection du Pentagone sont impliqués dans l'« étude des émotions survenant lorsqu'on alimente ou que l'on réprime des mouvements déterminés par une idéologie » ajoute-t-il, notamment pour « contrer des mouvements populaires. »

Minerva est un excellent exemple de la profonde étroitesse d'esprit et de la nature défaitiste de l'idéologie militaire. Pire encore, la mauvaise volonté des responsables du DoD pour répondre aux questions les plus fondamentales est symptomatique d'une évidence : dans leur mission à toute épreuve pour défendre un système mondial de plus en plus impopulaire qui sert les intérêts d'une

infime minorité, les agences de sécurité n'hésitent pas à peindre le reste d'entre nous comme des terroristes en puissance.

Le Dr Nafeez Ahmed est un universitaire et un journaliste spécialiste de la sécurité internationale. Il est l'auteur du Guide de l'utilisateur de la crise de civilisation : et comment la sauver ainsi que du roman de science-fiction à paraître, ZÉRO POINT.

Source : <http://www.upr.fr/actualite/monde/guardian-pentagone-surveillance-mouvements-sociaux>
